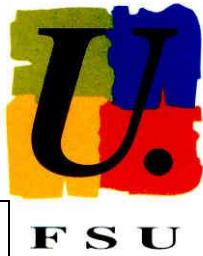




Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social Protection Judiciaire de la Jeunesse Fédération Syndicale Unitaire



*Secrétariat Régional Grand ouest
14 rue Papu 35000 RENNES
Tél: 06.24.12.93.58 ou 06.34.04.57.85
Mail: snpespjgrandouest hotmail.fr*

CHIENS DE LA CASSE

ou

CHRONIQUE ANNONCÉE DU DEMANTELEMENT DE LA PJJ

Sous couvert d'économies urgentes à faire pour éviter la cessation de paiement des salaires en fin d'année 2024, la Directrice de la PJJ vient d'annoncer sans ciller **le non renouvellement et l'abandon de recrutement de 450 à 500 personnels**, mesure à prendre sur le champ !

Médaille d'or de l'escroquerie ! La France, qui, en plein JOP, affiche une image de pays prospère, convivial et humain, en réalité, loin des projecteurs et des écrans, le gouvernement fantôme accélère en toute discréction le démantèlement du service public.

Comment penser qu'il manque des millions pour payer des personnels quand tout est mis en œuvre par une abondance de moyens financiers et humains en direction des JOP et que tous les services publics sont sollicités pour la réussite pleine et entière de cet événement.

Déloyal, que les agents du service public appelés à servir les JOP subissent en même temps depuis des mois des logiques de suppressions de postes systématiques (fermeture des postes suite à départ à la retraite ou mutation, refus de proposer tous les postes vacants aux sortants d'école).

Dans ce contexte de réduction d'effectif de titulaires, malgré l'accroissement d'activité, les contractuels sont utilisés depuis longtemps comme variable d'ajustement.

Violent dans les annonces de non renouvellement de contrats pour des professionnels qui se retrouvent du jour au lendemain sans emploi mais avec toutes les charges de la vie courante !

Méprisant pour le travail éducatif, les jeunes, leurs familles et l'ensemble des professionnel(le)s. Tous subissent cette politique de précarisation qui multiplie le recours à des contrats toujours plus courts et toujours plus incertains entretenant l'insécurité tout en exigeant la continuité du Service Public. Pour les agents, qui, par l'annulation de la présence des représentants syndicaux aux CAP ne peuvent plus se compter et doivent composer avec les mesures en attente qui se multiplient et un travail en perte de sens et de repères !

Nous assistons dès lors au décalage flagrant entre nos instances dirigeantes et les gens d'en bas, qu'ils soient simples citoyens ou professionnels de l'éducation. La fracture continue et s'aggrave tout comme la destruction des services publics. Le gouvernement a annoncé cet hiver un changement prochain du statut des fonctionnaires et la possibilité de les licencier. C'est en marche. Ils s'attaquent d'abord aux contractuels, simple variable d'ajustement, puis continueront leur travail de démantèlement avec les titulaires.

Nous ne pouvons tolérer ces graves attaques contre le Service public par un gouvernement délégitimé par le résultat des urnes mais qui s'obstine à continuer le travail de sape.

Nous appelons, dès maintenant, tous les collègues de la PJJ, quel que soit leur service, à se réunir, à réfléchir aux moyens d'actions et ainsi à préparer une rentrée sociale en septembre 2024 qui s'annonce agitée et compliquée afin de revenir sur des décisions ineptes et scandaleuses !